



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Section départementale du Val d'Oise

38 rue d'Eragny 95310 SAINT-OUEN L'AUMÔNE

fnecfpfo95@gmail.com – 07.71.23.46.64

## Déclaration de la FNEC FP-FO 95 au CTSD du vendredi 2 septembre 2022

Monsieur le directeur académique, mesdames et messieurs,

Nous sommes présents aujourd'hui en **CTSD pour les dernières mesures d'ajustements dans le 1<sup>er</sup> degré pour cette rentrée 2022**. Dans le document de travail envoyé hier soir, seules quelques rares mesures « ouverture actée avant le CTSD » sont mentionnées. Aucun problème pour nous qu'une ouverture de classe soit actée avant le Comité Technique. Mais au regard des dizaines et dizaines d'écoles ayant largement dépassé le seuil / repère d'ouverture de classe et pour lesquelles aucune mesure n'est encore proposée ou décidée, ceci nous interpelle fortement.

Pour rappel, lors des CTSD et CDEN de juin, l'ensemble des organisations syndicales se sont prononcées contre le projet de carte scolaire principalement car des dizaines de classes n'étaient pas ouvertes. On nous répondait alors que ces classes ouvriraient en septembre et qu'il fallait faire confiance à l'institution... Nous y sommes et nous vous demandons donc solennellement que toutes les ouvertures de classes nécessaires le soient de façon effective.

La rentrée scolaire des élèves a eu lieu hier, de façon chaotique dans notre département comme ailleurs. En juin, ici-même, lors du précédent CTSD, nous nous inquiétions qu'il n'y ait pas un enseignant dans chaque classe à la rentrée. On nous répondait alors de ne pas nous inquiéter, qu'il y aurait suffisamment de personnels pour être devant les élèves... Suite aux différentes remontées des collègues depuis hier, force est de constater que nous avons raison. Dans toutes les circonscriptions, des classes se sont trouvées sans enseignant. Ce n'est d'ailleurs pas exclusif au 1<sup>er</sup> degré. Dans la plupart des collèges du département, des postes sont non pourvus, des personnels sont manquants.

Tout ceci n'est pas un scoop puisque le ministre de l'Éducation nationale déclarait lui-même il y a quelques jours : « *Nous faisons au mieux avec les moyens du bord, nous devons faire avec la situation qui est tendue* » ? Mais d'où vient cette « situation » ? Elle ne tombe pas du ciel, c'est le résultat de la politique menée depuis des années et avec laquelle le ministre comme le gouvernement refusent de rompre !

En effet, la situation catastrophique de l'académie de Versailles est connue depuis des mois sans que des mesures exceptionnelles n'aient été prises. Au final, dans le 1<sup>er</sup> degré,

moins de 1 000 PES admis dans l'académie pour 1600 postes ouverts aux concours. Ce n'est pas faute d'avoir alerté à tous les niveaux et revendiquer un recrutement massif de personnels statutaires !

Au Comité technique académique de Versailles du 24 mai, dans un vœu commun, les organisations FNEC FP-FO, FSU, CGT, SNALC exigeaient l'ouverture immédiate d'un concours exceptionnel à bac +3 dans le 1er degré. Plutôt que des recrutements de contractuels précaires, **il faut en urgence des concours exceptionnels de recrutement d'enseignants à BAC+3 avec formation professionnelle sous statut !**

En cette rentrée 2022, le manque de personnels à l'Education nationale ainsi que le mépris pour la fonction d'enseignant (collègues contractuels dans les classes après une « formation » expresse de 4 jours) ont atteint des niveaux records, si bien qu'ils ont été médiatisés bien au-delà des communiqués syndicaux.

En février puis en juin, nous dénonçons le manque de remplaçants et l'absence de création de postes dans le département. Nous dénonçons également la fin des différents types de remplaçants, l'élargissement des zones d'attribution des missions de remplacement pour les BD et la fin de la gestion locale des remplaçants par les circonscriptions.

En cette rentrée, cette nouvelle **gestion centralisée des remplaçants BD en 5 pôles pose déjà de nombreux problèmes** : alors que des écoles avaient signifié depuis plusieurs jours le manque d'un ou plusieurs enseignants, beaucoup de BD ont été contactés seulement mercredi en fin d'après-midi, en soirée voire seulement jeudi matin, jour de la rentrée. Les circonscriptions assaillies d'appels téléphoniques n'ont plus la possibilité d'affecter les remplaçants.

En outre, contrairement à la gestion par circonscription, la communication de proximité apparaît beaucoup plus difficile (pas de possibilité pour les BD d'exprimer leurs préférences maternelle ou élémentaire, ISSR bloquées pour des BD avec une mission de longue durée voire à l'année dans leur école de rattachement, non prise en compte des collègues non véhiculés dans l'attribution de missions de remplacement, messageries de gestion des BD saturées...). Alors que des classes se sont trouvées sans enseignant dès le 1<sup>er</sup> jour de rentrée, des BD sans missions de remplacement se sont trouvés sans élève, relégués à trier des cartons de fournitures dans leur école de rattachement... Dans l'intérêt du bon fonctionnement des écoles, il est indispensable que les missions de remplacements attribuées le soient dans le respect de nos collègues BD.

Autre exemple en cette rentrée dans le Val d'Oise, de façon concrète, beaucoup des enseignants contractuels accueillis à la fac de Cergy nous indiquaient mardi midi ne pas avoir signé de contrat et surtout ne pas encore connaître leur affectation.

Parallèlement à ce manque de personnels et à cette désorganisation pour l'attribution des affectations ou des remplacements, les personnels de l'Education nationale, ont en cette rentrée scolaire les mêmes préoccupations que les autres salariés : ils sont frappés de plein fouet par l'inflation et voient leur **pouvoir d'achat s'effondrer**. Le gouvernement n'accorde qu'une « augmentation » de 3,5% de la valeur du point d'indice alors que l'inflation dépasse déjà les 6% pour l'année 2022. Ce même gouvernement refuse toujours un vrai statut et un vrai salaire aux AESH.

Le président de la République promet encore pire en déclarant vouloir réactiver le projet de réforme des retraites et en annonçant de manière provocante « *la fin de l'abondance et de l'insouciance* » !

A l'occasion de ce CTSD, la FNEC FP FO réaffirme sa revendication d'abandon des évaluations d'écoles et rappelle que les organisations syndicales nationales SNUipp-FSU, SNUDI FO, CGT, SNALC et Sud se sont adressés fin juin au ministre Ndiaye pour **exiger l'arrêt immédiat des évaluations d'école**.

**Dans le Val d'Oise**, un avis intersyndical (FO, FSU, UNSA) a été adopté à l'unanimité lors du CHSCT départemental réuni le 30 juin dernier.

*« Le CHSCT considère que les évaluations d'écoles s'articulent avec les projets du Président Macron dans le cadre de la mise en place du nouveau management dans l'éducation nationale. Elles vont encore dégrader les conditions de travail des personnels dans le département (surcharge de travail, pilotage par les résultats et risque de mise en concurrence des écoles, collèges et lycées).*

*Nous alertons sur les risques psycho-sociaux que vont entraîner ces évaluations et sommes défavorables à leur mise en place.*

***C'est pourquoi le CHSCTD demande que les écoles qui le souhaitent et qui sont ciblées dans le Val d'Oise pour la rentrée 2022 soient retirées du dispositif. »***

Pour la FNEC FP FO, l'issue pour défendre nos salaires, nos statuts, nos conditions de travail passe par la mobilisation des personnels et pas par le « grand débat » que le ministre Ndiaye voudrait initier dans le cadre du « Conseil National de la Refondation » du président Macron. C'est ainsi que la FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève qui démarre dès la rentrée !

FO ne débattrait pas de la destruction de l'Ecole publique avec ceux qui la détruisent mais portera par contre inlassablement les revendications pour l'augmentation des salaires, le recrutement sous statut et l'amélioration des conditions de travail. FO ne lâchera sur aucune de ces revendications !